

# Politique 7.02

## Le recours au Bureau d'évaluation médicale

### Objectif

Préciser les règles applicables à un recours au Bureau d'évaluation médicale

### Cadre juridique

*Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP)*, articles 38, 115, 142(2), de 204 à 206, de 209 à 212.1, de 215 à 222, 224, 224.1, 352, 354, 361

*Règlement sur les frais de déplacement et de séjour*

### Résumé de la politique

Dans cette politique, par « professionnels de la santé », on entend les médecins, les dentistes, les optométristes et les pharmaciens au sens de la LAM, comme énoncé à l'article 2 de la LATMP, ainsi que tout autre professionnel au sens du Code des professions et déterminé par règlement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

L'employeur du travailleur et la CNESST peuvent recourir au Bureau d'évaluation médicale lorsqu'il y a litige entre le professionnel de la santé qui a charge du travailleur et le professionnel de la santé désigné, par l'employeur ou par la CNESST, au regard de l'un ou plusieurs des cinq sujets mentionnés à l'article 212 de la LATMP, dans le respect du champ de compétence du professionnel.

La CNESST peut aussi demander au Bureau d'évaluation médicale un avis sur un ou plusieurs des cinq sujets mentionnés à l'article 212, même si le professionnel de la santé qui a charge du travailleur ne s'est pas prononcé sur ces sujets.

La CNESST est liée par l'avis du Bureau d'évaluation médicale et rend une décision en conséquence.

### Énoncés de la politique

#### 1. Bureau d'évaluation médicale

Le Bureau d'évaluation médicale est un organisme neutre et indépendant de la CNESST qui relève du ministre du Travail. Il est constitué de professionnels de la santé.

Sur recommandation des ordres professionnels concernés, une liste de professionnels de la santé acceptant d'agir comme membres du Bureau d'évaluation médicale est soumise annuellement au ministre du Travail par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre. Le ministre peut ajouter à cette liste le nom d'autres professionnels de la santé.

[LATMP, article 216](#)

Lors d'un recours au Bureau d'évaluation médicale, un membre du Bureau est désigné par le ministre du Travail. Le ministre fournit aux parties à la contestation, à la CNESST et aux professionnels de la santé concernés le nom et l'adresse du membre désigné. Le ministre peut, s'il l'estime opportun en raison de la complexité du dossier, désigner plus d'un membre pour agir.

[LATMP, article 218](#)

## 2. Sujets d'un recours au Bureau d'évaluation médicale

Les cinq sujets qui peuvent faire l'objet d'un recours au Bureau d'évaluation médicale sont :

- le diagnostic;
- la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion;
- la nature, la nécessité, la suffisance ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits;
- l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur;
- l'existence ou l'évaluation des limitations fonctionnelles du travailleur.

[LATMP, article 212](#)

## 3. Recours au Bureau d'évaluation médicale par l'employeur

### 3.1 Droits et obligations de l'employeur

Un employeur qui a droit d'accès au dossier que possède la CNESST au sujet de la lésion professionnelle dont a été victime le travailleur alors qu'il était à son emploi peut exiger que le travailleur se soumette à l'examen d'un professionnel de la santé qu'il désigne, et ce, chaque fois qu'il reçoit un nouveau rapport du professionnel de la santé qui a charge sur un ou plusieurs sujets de l'article 212 de la LATMP. Seul le professionnel de la santé désigné par l'employeur a droit d'accès au dossier médical du travailleur.

[LATMP, article 38](#)

[LATMP, article 209](#)

[Voir politique 6.03 : L'accès au dossier du travailleur](#)

L'employeur qui requiert que son travailleur se soumette à un examen médical lui donne les raisons qui l'incitent à le faire et assume les coûts de cet examen ainsi que les dépenses qu'engage le travailleur pour s'y rendre.

[LATMP, article 210](#)

Le travailleur est tenu de se soumettre à l'examen que requiert son employeur. Si le travailleur omet ou refuse de se soumettre à cet examen, la CNESST peut réduire ou suspendre le paiement d'une indemnité.

[LATMP, article 211](#)

[LATMP, article 142\(2\)](#)

L'employeur peut contester le rapport du professionnel de la santé qui a charge du travailleur au moyen d'un rapport d'un professionnel de la santé qui, après **examen** du travailleur, infirme les conclusions du professionnel de la santé qui a charge du travailleur quant à l'un ou plusieurs des sujets mentionnés à l'article 212 de la LATMP, dans le respect du champ de compétence du professionnel. Seuls les éléments énoncés à l'article 212 sur lesquels le professionnel de la santé qui a charge s'est déjà prononcé **et** qui ont été infirmés par le professionnel de la santé désigné par l'employeur peuvent faire l'objet d'une demande au Bureau d'évaluation médicale par l'employeur.

[LATMP, article 212](#)

### 3.2 Transmission des rapports médicaux

L'employeur transmet à la CNESST, au travailleur et au professionnel de la santé qui a charge du travailleur le rapport du professionnel de la santé qu'il a désigné dans les **30 jours de la date de réception du rapport** qu'il désire contester. Ce délai de 30 jours débute le lendemain de la réception du rapport du professionnel de la santé qui a charge du travailleur. Un rapport du professionnel de la santé désigné par l'employeur, antérieur à celui du professionnel de la santé qui a charge, qui reflète la situation médicale du travailleur peut être utilisé.

[LATMP, article 212](#)

[LATMP, article 215](#)

### 3.3 Prolongation du délai et motifs raisonnables

L'employeur qui demande une prolongation du délai de 30 jours pour transmettre le rapport du professionnel de la santé qu'il a désigné doit démontrer qu'il a fait preuve de diligence dans ses démarches. Il doit motiver son retard en invoquant des circonstances indépendantes de sa volonté, c'est-à-dire des délais qu'on ne peut imputer à sa négligence.

La CNESST prolonge le délai d'exercice d'un droit et relève l'employeur des conséquences de ses actes lorsque ce dernier fournit un motif raisonnable pour justifier son retard.

[LATMP, article 352](#)

La demande de prolongation du délai fait l'objet d'une décision écrite et motivée de la CNESST.

### **3.4 Rapport complémentaire du professionnel de la santé qui a charge du travailleur**

Si le rapport du professionnel de la santé désigné par l'employeur infirme les conclusions du professionnel de la santé qui a charge du travailleur quant à l'un ou plusieurs des sujets mentionnés à l'article 212 de la LATMP, ce dernier peut, dans les 30 jours de la date de réception de ce rapport, fournir à la CNESST, sur le formulaire qu'elle prescrit, un rapport complémentaire en vue d'étayer ses conclusions et, le cas échéant, y joindre un rapport de consultation motivé. Le professionnel de la santé qui a charge informe, sans délai, le travailleur du contenu de son rapport complémentaire.

[LATMP, article 212.1](#)

### **3.5 Contestation au Bureau d'évaluation médicale**

À la réception des rapports médicaux dont, s'il y a lieu, le rapport complémentaire du professionnel de la santé qui a charge, la CNESST soumet **sans délai** la contestation au Bureau d'évaluation médicale.

[LATMP, article 217](#)

[LATMP, article 219](#)

Une contestation de l'employeur peut être jugée non recevable :

- si le rapport contesté n'est pas un rapport produit par le professionnel de la santé qui a charge du travailleur;
- si la contestation est hors délai et si l'employeur ne fournit pas un motif raisonnable pour justifier son retard;
- s'il n'y a pas de litige;
- si le professionnel de la santé désigné par l'employeur n'a pas examiné le travailleur, dans le respect de son champ de compétence.

La CNESST rend une décision écrite et motivée sur l'irrecevabilité de la demande.

Afin de respecter le délai prescrit par la loi pour contester une question d'ordre médical, l'employeur peut demander à la CNESST de soumettre une contestation au Bureau d'évaluation médicale, même si une réclamation a été refusée.

## **4. Recours au Bureau d'évaluation médicale par la CNESST**

La CNESST peut recourir au Bureau d'évaluation médicale si elle obtient un rapport d'un professionnel de la santé qui, après examen du travailleur, porte sur un ou plusieurs des sujets mentionnés à l'article 212 de la LATMP.

[LATMP, article 206](#)

Avec ce rapport, deux possibilités s'offrent à la CNESST :

- **Recours au Bureau d'évaluation médicale lors d'un litige**

La CNESST peut demander un avis au Bureau d'évaluation médicale sur les sujets qui font l'objet d'un litige entre le professionnel de la santé qui a charge du travailleur et le professionnel de la santé qu'elle a désigné;

- **Recours au Bureau d'évaluation médicale pour un avis**

La CNESST peut aussi soumettre le dossier au Bureau d'évaluation médicale pour obtenir un avis, même si le professionnel de la santé qui a charge du travailleur ne s'est pas prononcé sur le sujet. Par exemple : le professionnel de la santé du travailleur détermine une date de consolidation de la lésion, mais ne se prononce pas sur le pourcentage d'atteinte permanente et les limitations fonctionnelles. Dans ce cas, la CNESST peut, en utilisant le rapport du professionnel de la santé qu'elle a désigné, demander un avis au Bureau sur ces deux sujets.

#### 4.1 Droits et obligations de la CNESST

La CNESST peut exiger d'un travailleur qu'il se soumette à l'examen d'un professionnel de la santé qu'elle désigne afin d'obtenir un rapport écrit sur toute question relative à la lésion professionnelle. Elle assume les coûts de l'examen ainsi que les dépenses, selon les normes et les montants déterminés en vertu de l'article 115 de la LATMP, que le travailleur doit engager pour l'examen.

[LATMP, article 115](#)

[LATMP, article 204](#)

[Règlement sur les frais de déplacement et de séjour](#)

Si le travailleur omet ou refuse de se soumettre à cet examen, la CNESST peut réduire ou suspendre le paiement d'une indemnité.

[LATMP, article 142\(2\)](#)

La liste des professionnels de la santé que la CNESST peut désigner aux fins de l'article 204 de la LATMP est soumise annuellement pour approbation du conseil d'administration de la CNESST, qui peut y ajouter ou y retrancher des noms.

[LATMP, article 205](#)

#### 4.2 Transmission des rapports médicaux

À la réception du rapport qu'elle désire soumettre au Bureau d'évaluation médicale, la CNESST en transmet une copie au travailleur, au professionnel de la santé qui a charge du travailleur et au professionnel de la santé désigné par l'employeur.

[LATMP, article 215](#)

#### 4.3 Rapport complémentaire du professionnel de la santé qui a charge du travailleur

Lorsque la CNESST a recours au Bureau d'évaluation médicale, pour soumettre un litige ou obtenir un avis, elle transmet le rapport du professionnel de la santé désigné au professionnel de la santé qui a charge du travailleur. Ce dernier peut, dans **les 30 jours suivant la réception de ce rapport**, remplir un rapport complémentaire pour étayer ses conclusions. Il peut aussi, le cas échéant, y joindre un rapport de consultation motivé. Le professionnel de la santé qui a charge informe sans délai le travailleur du contenu de son rapport complémentaire.

La CNESST peut soumettre ces rapports au Bureau d'évaluation médicale, y compris, le cas échéant, le rapport complémentaire.

[LATMP, article 205.1](#)

#### 5. Avis du membre du Bureau d'évaluation médicale

Le membre du Bureau d'évaluation médicale étudie le dossier. Il peut, s'il le juge à propos, examiner le travailleur. Il est cependant dans l'obligation de l'examiner si celui-ci le demande.

[LATMP, article 220](#)

Le membre du Bureau d'évaluation médicale, par avis écrit et motivé, infirme ou confirme le diagnostic et les autres conclusions du professionnel de la santé qui a charge du travailleur ou du professionnel de la santé désigné par l'employeur ou la CNESST. Il peut également formuler des conclusions différentes.

[LATMP, article 221](#)

S'il le juge approprié, il donne aussi son avis sur les éléments de l'article 212 de la LATMP sur lesquels le professionnel de la santé qui a charge ou le professionnel de la santé désigné ne s'est pas prononcé.

Le membre du Bureau d'évaluation médicale doit rendre son avis écrit **dans les 30 jours suivant la date à laquelle le dossier lui a été transmis** et l'expédier sans délai au ministre du Travail, avec copies aux parties et à la CNESST.

[LATMP, article 222](#)

## **6. Conséquences de l'avis du membre du Bureau d'évaluation médicale**

### **6.1. Délai respecté par le Bureau d'évaluation médicale**

La CNESST, jusqu'à ce moment liée par les conclusions du professionnel de la santé qui a charge, devient liée par l'avis du membre du Bureau d'évaluation médicale, dans la mesure où cet avis est rendu par écrit dans le délai prescrit.

[LATMP, article 224](#)

[LATMP, article 224.1](#)

### **6.2. Délai non respecté par le Bureau d'évaluation médicale**

#### **Avis du Bureau d'évaluation médicale demandé par l'employeur**

Lorsque le membre du Bureau d'évaluation médicale ne rend pas son avis dans le délai prescrit de 30 jours, la CNESST peut désigner un professionnel de la santé pour se prononcer uniquement sur les sujets de l'article 212 de la LATMP qui font l'objet de la contestation. Lorsqu'elle procède ainsi, la CNESST est liée par le premier document qu'elle reçoit, soit l'avis du membre du Bureau soit le rapport du professionnel de la santé désigné. Si elle ne désigne pas un professionnel de la santé, la CNESST est liée par l'avis du membre du Bureau lorsqu'elle le reçoit.

[LATMP, article 224.1](#)

#### **Avis du Bureau d'évaluation médicale demandé par la CNESST**

Si le membre du Bureau d'évaluation médicale ne rend pas son avis dans le délai prescrit de 30 jours, la CNESST devient liée par le rapport qu'elle a obtenu du professionnel de la santé qu'elle avait désigné.

[LATMP, article 224.1](#)

## **7. Décision**

La procédure d'évaluation médicale fait l'objet d'une décision sur les questions d'ordres médical et juridique qui en découlent. Cette décision doit être écrite, motivée et notifiée aux intéressés dans les plus brefs délais.

[LATMP, article 354](#)

La décision rendue prend effet à la date où le travailleur en est informé. Elle n'a pas d'effets rétroactifs.

La décision de la CNESST s'applique immédiatement, malgré une demande de révision.

[LATMP, article 361](#)

[Voir la politique 6.02 : \*La demande de révision, les recours spécifiques et la contestation\*](#)